

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2456

[2004/202027]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mars 2004;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 29 mars 2004;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 432 du Comité de secteur XVI, établi le 2 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.945/2, donné le 4 mai 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Sous réserve de l'application des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières d'application dans le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, ci-après dénommé "Code", est applicable aux agents et aux stagiaires de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé "l'Institut".

Art. 2. Les dispositions par lesquelles le Gouvernement wallon modifie, complète ou remplace des dispositions du Code sont applicables de plein droit aux agents de l'Institut, sauf si elles affectent des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières dans le présent arrêté.

Art. 3. Sauf disposition contraire, il y a lieu de substituer aux mots repris dans la colonne de gauche qui figurent dans le Code les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite comme suit :

Région	Institut
Ministère(s)	Institut
Services du Gouvernement	Institut
Secrétaire général	Administrateur général
Directeur général	Administrateur général adjoint
Gouvernement ou Ministre dans les dispositions ne leur conférant pas un pouvoir réglementaire et hormis les compétences dévolues au Gouvernement et au Ministre dans le cadre du Livre II du Code relatif au régime de mandat pour les fonctionnaires généraux en ce qui concerne les mandats d'administrateur général et d'administrateur général adjoint.	Comité de gestion

Les substitutions des mots, telles que visées à l'alinéa 1^{er} du présent article, ne s'appliquent pas aux dispositions du Titre VI du Livre 1^{er} du Code, sous réserve des articles 20 à 24 du présent arrêté, ainsi qu'à l'article 19 du Titre X du Livre 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières**Section 1^{re} — Du statut des agents de l'Institut*

Art. 4. Par dérogation à l'article LI.TII.6. du Code, il peut être pourvu par recrutement aux emplois de directeur à concurrence d'un tiers maximum des emplois de rang A4 prévus au cadre organique de l'Institut.

Il peut être pourvu par recrutement directement au rang B2, aux emplois relatifs au métier délégué à la tutelle, tel que défini à l'article 7, § 3, 1^{er} alinéa, lorsque les conditions fixées à l'article 8, § 3, sont remplies.

Il peut être pourvu par recrutement directement au rang A5, aux emplois relatifs au métier de conseiller pédagogique, tel que défini à l'article 7, § 3, deuxième alinéa.

Art. 5. Par dérogation à l'article LI.TII.8., § 1^{er}, alinéa 7, du Code, il faut entendre par "supérieur hiérarchique", tout fonctionnaire général, tout agent de rang A4, A5, A6 ou B1 chargé de la gestion d'un service.

Art. 6. Par dérogation à l'article LI.TII.11. du Code, il est pourvu à la vacance d'un emploi de directeur successivement par :

1° changement d'affectation à la demande d'un agent de même grade appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

2° promotion par avancement de grade d'un agent appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

3° mutation à la demande d'un agent de même grade n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

4° recrutement en application de l'article 4.

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article LI.TII.12., § 1^{er} et § 2, du Code, pour le métier de conseiller pédagogique, il est pourvu à la vacance d'un emploi successivement par :

- 1° changement d'affectation à la demande d'un agent appartenant au cadre organique de l'Institut;
- 2° recrutement.

§ 2. Par dérogation à l'article LI.TII.12., § 1^{er} et § 2, du Code, pour le métier de délégué à la tutelle, il est pourvu à la vacance d'un emploi successivement par :

- 1° changement d'affectation à la demande d'un agent appartenant au cadre organique de l'Institut;
- 2° recrutement.

Pour le métier de délégué à la tutelle, les emplois des grades de premier gradué, de gradué principal et de gradué constituent une carrière plane et sont confondus, aux conditions visées à l'article 13.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par métier de délégué à la tutelle, le métier qui consiste à assister et accompagner l'apprenti ou le stagiaire d'une part et le chef d'entreprise d'autre part, en vue de conclure entre eux un contrat de formation en alternance, et à veiller, durant la formation, à la qualité de la formation pratique en entreprise, à sa cohérence par rapport au programme de formation, au respect des obligations contractuelles des parties et au bon suivi de la formation théorique en concertation avec le(s) centre(s) de formation concerné(s).

Il faut entendre par métier de conseiller pédagogique, le métier qui consiste à élaborer les référentiels de formation, à conseiller et évaluer les formateurs, tant sur le plan technique que pédagogique, et à évaluer la qualité de la formation dispensée dans les centres de formation visés à l'article 2, 10°, du décret du 17 juillet 2003 précité.

Art. 8. § 1^{er}. Par dérogation à l'article LI.TIII.CI.1^{er}, 5°, du Code, pour pouvoir être recruté au grade de directeur, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou certificat d'études donnant accès au niveau 1 et justifier d'une expérience professionnelle de huit ans acquise dans le secteur public, dans le secteur privé ou à titre d'indépendant.

§ 2. Pour le métier de conseiller pédagogique, les conditions d'accès à l'emploi telles que prévues à l'article LI.TIII.CI.1^{er}, 6°, sont au moins les suivantes :

- 1° justifier d'une expérience professionnelle de quatre ans dans le domaine de la formation ou de l'enseignement;
- 2° être porteur d'un des titres pédagogiques suivants ou équivalents :
 - a) diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;
 - b) certificat d'aptitude pédagogique;
 - c) certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur;
 - d) certificat pédagogique délivré par l'Institut.

§ 3. Outre les conditions d'admissibilité visées à l'article LI.TIII.CI.1^{er}, du Code, pour pouvoir être recruté directement au rang B2 dans le métier de délégué à la tutelle, le candidat doit justifier d'une expérience professionnelle utile de quatre années.

On entend, au sens du présent paragraphe, par expérience professionnelle utile, celle acquise dans les domaines de la formation, de l'enseignement, de l'insertion socio-professionnelle, de l'accompagnement de personnes en formation ou du conseil en matière d'orientation professionnelle.

Art. 9. L'article LI.TIII.CII.3., § 1^{er} et § 2, du Code doit se lire comme suit :

"§ 1^{er}. Les rapports d'évaluation des stagiaires des niveaux 1 et 2+ sont établis collégalement par l'agent du rang A4 au moins dont le stagiaire relève et par le directeur des ressources humaines de l'Institut ou leur délégué.

Les rapports d'évaluation des stagiaires de rang A4 sont établis collégalement par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint et par l'agent de rang A3 dont il relève.

§ 2. Les rapports d'évaluation des stagiaires des niveaux 2, 3 et 4 sont établis par l'agent du rang A4 au moins dont le stagiaire relève.

L'agent du rang A4 au moins transmet les rapports d'évaluation au directeur des ressources humaines de l'Institut.

Le directeur des ressources humaines de l'Institut prête son concours aux agents chargés de l'évaluation des stagiaires des niveaux 2, 3 et 4."

Art. 10. L'article LI.TIII.CII.7. du Code doit se lire comme suit :

"Lorsqu'il ressort d'un des rapports que le stagiaire ne satisfait pas au stage, le comité de direction peut, dès avant la fin du stage :

- 1° décider une prolongation du stage, pour une durée qui ne peut excéder la moitié de la durée initiale du stage;
- 2° décider un changement d'affectation au sein du cadre organique;
- 3° proposer au Comité de gestion de notifier son licenciement, lequel décide.

En cas de prolongation du stage, un rapport est transmis au plus tard un mois avant la fin du stage.

Le changement d'affectation entraîne de plein droit la prolongation du stage pour une durée qui ne peut excéder la moitié de la durée initiale du stage."

Art. 11. § 1^{er}. Par dérogation à l'article LI.TIII.CII.8. du Code, il est institué une commission des stages propre à l'Institut.

Elle est composée des fonctionnaires généraux de l'Institut ou de leur délégué, du directeur des ressources humaines et de l'agent de rang A4 au moins dont le stagiaire relève.

L'administrateur général assure la présidence de la commission.

§ 2. La commission est saisie par le directeur des ressources humaines de l'Institut lorsque les rapports d'évaluation font apparaître que le stagiaire ne satisfait pas au stage.

Après avoir entendu le stagiaire, la commission peut décider de prolonger le stage ou de changer le stagiaire d'affectation.

La commission peut proposer au Comité de gestion le licenciement du stagiaire, après l'avoir entendu.

L'administrateur général notifie sans délai la proposition de licenciement au stagiaire.

Le stagiaire dispose d'un recours devant la Chambre de recours visée à l'article LI.TXI.CI.1^{er}. du Code.

Le Comité de gestion rend sa décision dans un délai de quarante jours à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours, rendu dans les délais visés à l'article LI.TXI.CII.9. du Code.

L'absence de décision endéans ce délai est réputée favorable au stagiaire.

Art. 12. Par dérogation à l'article LI.TIII.CV.4., alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, du Code, les agents exerçant les métiers de conseiller pédagogique ou de délégué à la tutelle ne sont pas comptabilisés dans le total des agents pour déterminer le nombre d'emplois de promotion.

Art. 13. Par dérogation à l'article LI.TIII.CV.6., alinéa 2, du Code, en ce qui concerne le métier de délégué à la tutelle, la carrière plane est applicable également aux promotions du rang B3 vers le rang B2 et du rang B2 vers le rang B1, aux conditions suivantes :

1^o avoir quatre années d'ancienneté de services dans le métier considéré pour la promotion du rang B3 vers le rang B2 et huit années d'ancienneté de services au rang B2 dans le métier considéré pour la promotion du rang B2 vers le rang B1;

2^o ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée;

3^o avoir fait l'objet d'une évaluation favorable, dont les modalités sont définies par le Comité de gestion.

Art. 14. Par dérogation aux articles LI.TIII.CV.8, 12 et 16 du Code, il faut entendre le comité de direction en lieu et place du collège des fonctionnaires généraux dirigeants.

Par dérogation à l'article LI.TIII.CV.1^{er}, alinéa 2 du Code, il faut entendre le comité de direction en lieu et place du directeur général.

Art. 15. L'article LI.TIII.CV.3. du Code doit se lire comme suit :

"Le changement d'affectation qui entraîne un changement de résidence administrative :

1^o nécessite l'accord de l'agent lorsque les missions de l'Institut ne sont pas modifiées;

2^o ne nécessite pas l'accord de l'agent lorsque les missions de l'Institut sont modifiées par voie réglementaire, par voie décrétole ou par décision du Comité de gestion.

Néanmoins, l'agent est réaffecté dans un emploi inoccupé de même rang ou de même métier dans la résidence administrative la plus proche de celle de son emploi précédent."

Art. 16. Les chapitres I^{er} et II du Titre V du Livre I^{er} du Code doivent se lire comme suit :

"CHAPITRE I^{er}. — *De la Direction des Ressources humaines de l'Institut et de la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne*

Art. LI.TV.CI.1^{er}. § 1^{er}. Le Comité de gestion adopte les finalités de la formation continuée du personnel de l'Institut.

§ 2. Il existe au sein de l'Institut une Direction des Ressources humaines qui a parmi ses attributions les compétences suivantes :

1^o assurer l'évaluation, le suivi ainsi que la gestion administrative des dossiers des stagiaires de l'Institut;

2^o agréer et organiser des actions de formations spécifiques d'initiative ou à la demande des directions de l'Institut;

3^o dans le cadre de la progression de carrière, en concertation avec l'agent de rang A3 dont relève les agents concernés, concevoir et assurer la mise en œuvre des actions de formation, préparer la validation des compétences, assurer la validation des compétences, en ce qui concerne les métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique.

§ 3. La Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne est compétente pour les missions suivantes :

1^o concevoir et mettre en œuvre les formations au programme des stages, à l'exception des métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique;

2^o mettre en place et coordonner un réseau de correspondants de la formation et de maîtres de stages, désignés par l'administrateur général sur proposition du directeur des ressources humaines de l'Institut;

3^o dans le cadre de la progression de carrière des agents, concevoir et assurer la mise en œuvre des actions de formation, préparer la validation des compétences, assurer la validation des compétences;

4^o concevoir et assurer la mise en œuvre d'un programme général de formation répondant aux besoins de formation communs à l'ensemble des services et organismes de la Région.

Art. LI.TV.CI.2. Le directeur des ressources humaines de l'Institut assure la gestion administrative des dossiers individuels des stagiaires dont il doit assurer l'évaluation et le suivi.

CHAPITRE II. — *Du directeur des ressources humaines de l'Institut*

Art. LI.TV.CII.1^{er}. Le directeur des ressources humaines de l'Institut met en œuvre les programmes de formation spécifiques à l'Institut et encadre les stagiaires. Il est assisté, pour l'encadrement des stagiaires, par des maîtres de stage qui assurent la bonne intégration et le suivi du stagiaire."

Art. 17. Au chapitre III du Titre V du Livre I^{er} du Code, il faut entendre par "la Direction de la Formation", la Direction des Ressources humaines de l'Institut et par "directeur de la formation", le directeur des ressources humaines de l'Institut ou son délégué.

Art. 18. L'article LI.TV.CIII.6., § 1^{er} du Code, doit se lire comme suit :

"L'agent obtient une dispense de service pour suivre une formation organisée par l'Institut, par un Ministère ou par un autre organisme."

Art. 19. L'article LI.TV.CIII.9. du Code doit se lire comme suit :

"La formation à l'initiative de l'agent doit avoir un rapport soit avec son métier actuel, soit avec un autre métier qu'il pourrait exercer à l'Institut, dans un Ministère ou dans un autre organisme."

Art. 20. Par dérogation à l'article LI.TVI.CI.3., § 1^{er} du Code, en ce qui concerne les métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique, les programmes des concours de recrutement sont établis en collaboration avec l'administrateur général et l'administrateur général adjoint ou leur délégué.

Art. 21. Par dérogation à l'article LI.TVI.CIII.1^{er}, alinéa 1^{er} du Code, en ce qui concerne les métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique, la préparation aux épreuves de validation des compétences acquises est organisée par l'administrateur général et l'administrateur général adjoint ou leur délégué.

Art. 22. Par dérogation à l'article LI.TVI.CIII.2., alinéa 1^{er} du Code, en ce qui concerne les métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique, les épreuves de validation des compétences sont organisées par l'administrateur général et l'administrateur général adjoint ou leur délégué.

Art. 23. Par dérogation à l'article LI.TVI.CIII.5. du Code, en ce qui concerne les métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique, l'administrateur général ou son délégué annonce l'organisation de chaque épreuve à laquelle peut s'inscrire tout agent réunissant les conditions de promotion autres que la réussite de l'épreuve.

Art. 24. Par dérogation à l'article LI.TVI.CIII.6. du Code, en ce qui concerne les métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique, le jury de chaque épreuve est désigné par le comité de direction.

L'administrateur général arrête le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de l'épreuve et veille à son application. Le directeur des ressources humaines de l'Institut établit le procès-verbal fixant la liste des lauréats. L'administrateur général notifie les résultats aux candidats.

Art. 25. L'article LI.TVIII.6., § 1^{er}, du Code doit se lire comme suit :

"Tous les deux ans, les fonctionnaires généraux de l'Institut évaluent les agents de rang A4, le supérieur hiérarchique de rang A4 évalue les agents des rangs A5 et A6 et le supérieur hiérarchique de rang A5, A6 ou B1 au moins évalue les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4.

Le fonctionnaire général ou l'agent qui est amené à évaluer doit posséder une évaluation favorable."

Art. 26. L'administrateur général de l'Institut fait partie du collège des fonctionnaires généraux dirigeants tel qu'établi aux articles LI.TIX.CI.1^{er} à LI.TIX.CI.5 du Code.

Art. 27. Les agents de rang A5 qui exercent un métier de conseiller pédagogique, tel que visé à l'article 30, bénéficient de l'échelle de traitement correspondant au grade de la fonction.

Cette rémunération est augmentée de 5.141 €, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1° avoir huit années d'ancienneté de services dans le métier considéré;
- 2° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée;
- 3° avoir fait l'objet d'une évaluation favorable, dont les modalités sont définies par le Comité de gestion.

Ce montant est rattaché à l'indice pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990.

Art. 28. L'article LI.TXVIII.CI.1^{er} du Code n'est pas applicable à l'Institut.

Art. 29. L'article LIII.CXII.1^{er} est complété de la manière suivante, pour l'Institut :

1° au § 1^{er}, in fine, l'alinéa suivant est ajouté :

"Dans le respect de l'article 41 de l'accord de coopération du 20 février 1995 conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, tel que modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003, un agent de l'Institut peut être mis à disposition de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises";

2° un paragraphe 4 est ajouté et libellé de la manière suivante :

"Pour l'application de l'alinéa 4 du paragraphe 1^{er} du présent article, l'agent mis à disposition conserve l'emploi qu'il occupait dans son service d'origine et peut y faire valoir ses titres à la promotion et à la mutation. Sa résidence administrative est fixée au siège de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises."

Section 2 — Des dispositions finales

Art. 30. Pour ce qui concerne l'Institut, il est créé à l'annexe n° II du Code, une section I^{er}bis, intitulée "Liste des métiers spécifiques à l'Institut", rédigée comme suit :

"Section I^{er}bis - Liste des métiers spécifiques à l'Institut

Les métiers suivants peuvent exister au sein de l'Institut :

Niveau	Rang	Métier
1	A5	Conseiller pédagogique
2+	B1, B2 et B3	Avec échelle de traitement B1, B2 ou B3 suivant le rang : Délégué à la tutelle.

".

Art. 31. Pour ce qui concerne l'Institut, il est créé à l'annexe n° II du Code, une section IIbis, intitulée "Epreuves pour les concours de recrutement des conseillers pédagogiques et des délégués à la tutelle", rédigée comme suit :

"Section IIbis. — Epreuves pour les concours de recrutement des conseillers pédagogiques et des délégués à la tutelle.

Outre les aptitudes visées à la section II de cette même annexe, les aptitudes suivantes sont évaluées par les concours de recrutement des conseillers pédagogiques et des délégués à la tutelle :

a) du niveau 1 :

- 1° capacité à évaluer et à conseiller les formateurs sur les plans pédagogique, didactique et technique;
- 2° capacité à déceler les déficits de compétence ou les besoins en formation;
- 3° capacité à concevoir un référentiel de compétences;
- 4° capacité à concevoir un processus de formation à partir d'un référentiel de métier ou d'un référentiel de compétences;
- 5° capacité à développer des partenariats avec différentes organisations régionales ou transnationales (organisations professionnelles, sectorielles, opérateurs de formation,...)

b) du niveau 2+ :

1° capacité à identifier l'origine, le contexte et l'enjeu d'une demande d'intervention;

2° capacité à déterminer au travers d'un entretien individuel les déficits éventuels de compétences générant des besoins de formation chez un demandeur;

3° capacité de formaliser les besoins de formation identifiés et de les traduire dans un plan de formation en tenant compte des aptitudes, des aspirations et des objectifs individuels du demandeur, ainsi que de l'environnement socio-économique et notamment du marché de l'emploi;

4° capacité d'assurer le suivi de la personne entrée dans un processus de formation en alternance et d'en évaluer collégialement la progression avec les autres intervenants."

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2004.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2456

[2004/202027]

27 MEI 2004. — **Besluit van de Waalse Regering houdende het statuut van de personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 maart 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", gegeven op 29 maart 2004;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 432 van het sectorcomité XVI, opgemaakt op 2 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 36.945/2, gegeven op 4 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van dit besluit die voorzien in afwijkingen of in bijzondere toepassingsmodaliteiten is het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode, hierna "Code" genoemd, van toepassing op de personeelsleden en op de stagiairs van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", hierna "het Instituut" genoemd.

Art. 2. De bepalingen waarbij de Waalse Regering bepalingen van de Code wijzigt, aanvult of vervangt, zijn van rechtswege van toepassing op de personeelsleden van het Instituut, behalve als ze inwerken op bepalingen van dit besluit die in afwijkingen of in bijzondere toepassingsmodaliteiten voorzien.

Art. 3. Behalve andersluidende bepaling worden de in onderstaande linkerkolom opgenomen termen uit de Code door de in de rechterkolom opgenomen termen vervangen in de bepalingen die hen geen reglementaire bevoegdheid toewijzen en behalve de bevoegdheden toegewezen aan de Regering en aan de Minister in het kader van Boek II van het Wetboek betreffende het mandaatstelsel voor de ambtenaren-generaal wat betreft de mandaten van administrateur-generaal en adjunct-administrateur-generaal :

Gewest	Instituut
Ministerie(s)	Instituut
Regeringsdiensten	Instituut
Secretaris-generaal	Administrateur-generaal
Directeur-generaal	Adjunct-administrateur-generaal
Regering of Minister	Beheerscomité

De vervangingen van de termen, zoals bedoeld in het eerste lid van dit artikel, zijn niet van toepassing op de bepalingen van Titel VI van Boek I van de Code, onder voorbehoud van de artikelen 20 tot 24 van dit besluit, noch op artikel 19 van Titel X van Boek I.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen**Afdeling 1. — Statuut van de personeelsleden van het Instituut*

Art. 4. In afwijking van artikel LI.TII.6 van de Code kunnen de betrekkingen van directeur door werving ingevuld worden tot maximum één derde van de betrekkingen van rang A4 waarin de personeelsformatie van het Instituut voorziet.

De betrekkingen betreffende het beroep van afgevaardigde voor het toezicht, zoals bepaald in artikel 7, § 3, eerste lid, kunnen rechtstreeks door werving in rang B2 ingevuld worden wanneer de in artikel 8, § 3, bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

De betrekkingen betreffende het beroep van psycho-pedagogisch consulent, zoals bepaald in artikel 7, § 3, tweede lid, kunnen rechtstreeks door werving in rang A5 ingevuld worden.

Art. 5. In afwijking van artikel LI.TII.8., § 1, zevende lid, van de Code wordt verstaan onder "hiërarchische overste" elke ambtenaar-generaal, elk personeelslid van rang A4, A5, A6 of B1 belast met het beheer van een dienst.

Art. 6. In afwijking van artikel LI.TII.11 van de Code wordt een betrekking van directeur achtereenvolgens ingevuld bij :

1° verandering van aanstelling op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die behoort tot de personeelsformatie waarin de betrekking vacant is;

2° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar die behoort tot de personeelsformatie waarin de betrekking vacant is;

3° mutatie op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die behoort tot de personeelsformatie waarin de betrekking vacant is;

4° aanwerving overeenkomstig artikel 4.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel LI.TII.12, § 1 en § 2, van de Code wordt voor het beroep van psycho-pedagogisch consulent een betrekking achtereenvolgens ingevuld bij :

1° verandering van aanstelling op verzoek van een ambtenaar die behoort tot de personeelsformatie waarin de betrekking vacant is;

2° aanwerving.

§ 2. In afwijking van artikel LI.TII.12, § 1 en § 2, van de Code wordt voor het beroep van afgevaardigde voor het toezicht een betrekking achtereenvolgens ingevuld bij :

1° verandering van aanstelling op verzoek van een personeelslid dat deel uitmaakt van de personeelsformatie waarin de betrekking vacant is;

2° aanwerving.

Voor het beroep van afgevaardigde voor het toezicht vormen de betrekkingen van de graden van eerste gegradueerde, eerstaanwezend gegradueerde en gegradueerde een vlakke loopbaan en loopt de ene in de andere over onder de voorwaarden bedoeld in artikel 13.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder beroep van afgevaardigde voor het toezicht, het beroep dat bestaat in de begeleiding van de leerling of de stagiair, enerzijds, en de bedrijfsleider, anderzijds, met het oog op het sluiten tussen hen van een contract voor afwisselende opleiding en om tijdens de vorming te zorgen voor de kwaliteit van de praktische vorming op de werkvloer, voor de coherentie ervan ten opzichte van het vormingsprogramma, voor de nakoming van de contractuele verplichtingen van de partijen en voor de vlotte opvolging van de theoretische vorming in samenspraak met het/de betrokken centrum/centra.

Onder beroep van psycho-pedagogisch consulent wordt verstaan het beroep dat erin bestaat vormingsreferentiemodellen uit te werken, de vormingswerkers advies te geven en zowel op technisch als op pedagogisch vlak te beoordelen en de kwaliteit te evalueren van de vorming die verstrekt wordt in de vormingscentra bedoeld in artikel 2, 10°, van bovenvermeld decreet van 17 juli 2003.

Art. 8. § 1. In afwijking van artikel LI.TIII.CI.1, 5°, van de Code is de kandidaat die in de graad van directeur geworven wordt, houder van een diploma of van een studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau 1 en heeft hij acht jaar beroepservaring in de openbare sector, in de privé-sector of als zelfstandige.

§ 2. Voor het beroep van psycho-pedagogisch consulent zijn de voorwaarden voor de toegang tot de betrekking, zoals bedoeld in artikel LI.TIII.CI.1, 6°, hoe dan ook de volgende :

1° vier jaar beroepservaring hebben inzake vorming of onderwijs;

2° houder zijn van één van de volgende pedagogische of gelijkwaardige titels :

a) geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs;

b) getuigschrift pedagogische bekwaamheid;

c) getuigschrift pedagogische bekwaamheid aangepast aan het hoger onderwijs;

d) door het Instituut afgegeven pedagogisch getuigschrift.

§ 3. Naast de toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel LI.TIII.CI.1 van de Code levert de kandidaat het bewijs van vier jaar nuttige beroepservaring om rechtstreeks in rang B2 geworven te worden voor het beroep van afgevaardigde voor het toezicht.

In de zin van deze paragraaf wordt verstaan onder nuttige beroepservaring, de ervaring verworven inzake vorming, onderwijs, socio-professionele inschakeling, begeleiding van personen in vorming of adviesverlening i.v.m. beroepsoriëntering.

Art. 9. Artikel LI.TIII.CII.3, § 1 en § 2, van de Code dient te worden gelezen als volgt :

"§ 1. De evaluatieverslagen van de stagiairs van de niveaus 1 en 2+ worden collegiaal opgesteld door de ambtenaar van minstens rang A4 onder wie de stagiair ressorteert en de directeur human resources van het Instituut of zijn afgevaardigde.

De evaluatieverslagen van de stagiairs van rang A4 worden collegiaal opgesteld door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en door de ambtenaar van rang A3 onder wie hij ressorteert.

§ 2. De evaluatieverslagen van de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4 worden opgesteld door de ambtenaar van minstens rang A4 onder wie de stagiair ressorteert.

De ambtenaar van minstens rang A4 maakt de evaluatieverslagen aan de directeur human resources van het Instituut over.

De directeur human resources van het Instituut kan zijn samenwerking verlenen aan de ambtenaren die belast zijn met de evaluatie van de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4."

Art. 10. Artikel LI.TIIL.CII.7, § 1 en § 2, van de Code dient als volgt te worden gelezen als volgt :

"Indien uit één van de verslagen blijkt dat de stagiair niet aan de stage voldoet, kan het directiecomité nog voor de stage afloopt :

1° beslissen de stage te verlengen met een duur die de helft van de aanvankelijke stageduur niet mag overschrijden;

2° beslissen een poolverandering in dezelfde personeelsformatie uit te voeren;

3° aan het beheerscomité voorstellen de stagiair kennis te geven van zijn ontslag, waarbij de beslissing bij het comité ligt.

Bij verlenging van de stage wordt uiterlijk één maand vóór het einde van de stage een verslag overgemaakt.

Verandering van aanstelling houdt van rechtswege in dat de stage verlengd wordt met een duur die de helft van de aanvankelijke stageduur niet mag overschrijden."

Art. 11. § 1. In afwijking van artikel LI.TIIL.CII.8 wordt een specifieke stagecommissie voor het Instituut ingesteld.

Ze is samengesteld uit ambtenaren-generaal van het Instituut of uit hun afgevaardigde, uit de directeur human resources en de ambtenaar van minstens rang A4 onder wie de stagiair ressorteert.

De algemeen bestuurder neemt het voorzitterschap van de Commissie waar.

§ 2. Indien uit de evaluatieverslagen blijkt dat de stagiair niet aan de stage voldoet, wordt zulks door de directeur human resources bij de commissie aanhangig gemaakt.

Na de stagiair te hebben gehoord, kan de Commissie beslissen de stage te verlengen of de stagiair een andere aanstelling toe te wijzen.

De Commissie kan het beheerscomité voorstellen de stagiair te ontslaan, na hem te hebben gehoord. De administrateur-generaal geeft de stagiair onmiddellijk kennis van het voorstel tot ontslag.

De stagiair kan beroep instellen bij de kamer van beroep bedoeld in artikel LI.TXI.CI.1. van de Code.

Het beheerscomité beslist binnen veertig dagen na ontvangst van het advies van de kamer van beroep, uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel LI.TXI.CII.9. van de Code. Het uitblijven van een beslissing binnen die termijn wordt geacht de stagiair gunstig te zijn.

Art. 12. In afwijking van artikel LI.TIIL.CV.4., eerste lid, 2°, 3° en 4°, van de Code zijn de ambtenaren die de beroepen van psycho-pedagogisch consulent of van afgevaardigde voor het toezicht uitoefenen niet inbegrepen in het totaal van de ambtenaren om het aantal bevorderingsbetrekkingen te bepalen.

Art. 13. In afwijking van artikel LI.TIIL.CV.6., tweede lid, van de Code is de vlakke loopbaan, wat betreft het beroep van afgevaardigde voor het toezicht, ook van toepassing

op de bevorderingen van rang B3 naar rang B2 en van rang B2 naar rang B1 als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° na vier jaar dienstanciënniteit in het betrokken beroep voor de bevordering van rang B3 naar rang B2 en na acht jaar dienstanciënniteit in rang B2 in het betrokken beroep voor de bevordering van rang B2 naar rang B1;

2° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtmaatregel;

3° het voorwerp hebben uitgemaakt van een gunstige evaluatie waarvan de modaliteiten door het beheerscomité zijn bepaald.

Art. 14. In afwijking van de artikelen LI.TIIL.CV.8, 12 en 16 van de Code moet in plaats van het college van de leidend ambtenaren-generaal het directiecomité worden verstaan.

In afwijking van artikel LI.TIIL.CVII.1, tweede lid, van de Code moet in plaats van de directeur-generaal het directiecomité worden verstaan.

Art. 15. Artikel LI.TIIL.CVII.3. van de Code dient te worden gelezen als volgt :

"De wijziging van aanstelling die een wijziging van administratieve standplaats teweegbrengt :

1° vereist de instemming van de ambtenaar indien de opdrachten van het Instituut niet gewijzigd worden;

2° vereist de instemming van de ambtenaar niet indien de opdrachten van het Instituut via een reglement, een decreet of een beslissing van het beheerscomité gewijzigd worden.

De ambtenaar wordt evenwel reëffecteerd in een vacante betrekking van dezelfde rang of van hetzelfde beroep in de administratieve standplaats die zich het dichtst bij zijn vorige betrekking bevindt."

Art. 16. De hoofdstukken I en II van Titel V van Boek I van de Code dienen te worden gelezen als volgt :

HOOFDSTUK I. — De directie Human Resources van het Instituut en de directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest

Art. LI.TV.CI.1. § 1. Het beheerscomité neemt de doelstellingen van de voortgezette vorming van het personeel van het Instituut aan.

§ 2. Er bestaat binnen het Instituut een directie Human Resources die bevoegd is :

1° voor de evaluatie, de opvolging en het administratief beheer van de dossiers van de stagiairs van het Instituut;

2° voor de erkenning en de organisatie van specifieke vormingsacties, op eigen initiatief of op verzoek van de directies van het Instituut;

3° in het kader van de vordering van de loopbaan en in samenspraak met de ambtenaar van rang A3 onder wie de betrokken ambtenaren ressorteren, voor het bedenken en het voeren van vormingsacties, het voorbereiden van de validering van de vaardigheden, voor de validering van de vaardigheden, wat betreft de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent.

§ 3. De directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest is bevoegd voor :

1° het bedenken en uitvoeren van de opleidingen waarin het stageprogramma voorziet, met uitzondering van de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent;

2° de totstandbrenging en de coördinatie van een netwerk van vormingscorrespondenten en stageleiders aangewezen door de administrateur-generaal op voorstel van de betrokken directeur human resources van het Instituut;

3° in het kader van de vordering van de loopbaan, voor het bedenken en het voeren van vormingsacties, het voorbereiden van de validering van de vaardigheden, voor de validering van de vaardigheden;

4° het bedenken en uitvoeren van een algemeen vormingsprogramma dat inspeelt op de vormingsbehoeften die gemeenschappelijk zijn aan alle diensten en instellingen van het Gewest.

Art. LI.TV.CI.2. De directeur human resources zorgt voor het administratieve beheer van de individuele dossiers van de stagiairs voor wier evaluatie en opvolging hij instaat.

HOOFDSTUK II. — *De directeur human resources van het Instituut*

Art. LI.TV.CII.1. De directeur human resources van het Instituut voert de specifieke vormingsprogramma's van het Instituut uit en begeleidt de stagiairs. Bij de begeleiding van de stagiairs wordt hij bijgestaan door stageleiders die instaan voor de vlotte integratie en de opvolging van de stagiair."

Art. 17. In hoofdstuk III van Titel V van Boek I van de Code wordt verstaan onder de "directie Vorming", de Directie Human Resources van het Instituut en onder "vormingsdirecteur", de directeur human resources van het Instituut of zijn afgevaardigde.

Art. 18. Artikel LI.TV.CIII.6, § 1, van de Code dient te worden gelezen als volgt :

"De ambtenaar krijgt een dienstvrijstelling om een door het Instituut, een ministerie of een instelling georganiseerde opleiding te volgen."

Art. 19. Artikel LI.TV.CIII.9. van de Code dient te worden gelezen als volgt :

"De vorming op initiatief van de ambtenaar houdt verband ofwel met zijn tegenwoordig beroep, ofwel met een ander beroep dat hij in het Instituut, in een ministerie of een instelling zou kunnen uitoefenen."

Art. 20. In afwijking van artikel LI.TVI.CI.3., § 1, van de Code worden de programma's voor de vergelijkende wervings- en overgangsexamens, wat betreft de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent, vastgelegd in samenwerking met de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal of hun afgevaardigde.

Art. 21. In afwijking van artikel LI.TVI.CIII.1., eerste lid van de Code, wordt de voorbereiding op de examens voor de validatie van de verworven bekwaamheden, wat betreft de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent, georganiseerd door de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal of hun afgevaardigde.

Art. 22. In afwijking van artikel LI.TVI.CIII.2., eerste lid van de Code, worden de examens voor de validatie van de verworven bekwaamheden, wat betreft de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent, georganiseerd door de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal of hun afgevaardigde.

Art. 23. In afwijking van artikel LI.TVI.CIII.5. van de Code, kondigt de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, wat betreft de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent, de organisatie van elke proef af waarvoor elk personeelslid dat andere bevorderingsvoorwaarden vervult dan de goede uitslag van het examen, zich kan inschrijven.

Art. 24. In afwijking van artikel LI.TVI.CIII.6. van de Code wordt de jury, wat betreft de beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent, voor elk examen aangewezen door het directiecomité.

De administrateur-generaal bepaalt het huishoudelijk reglement voor de organisatie van het examen en zorgt voor de toepassing daarvan. De directeur human resources van het Instituut stelt het proces-verbaal met de lijst van de geslaagden op. De administrateur-generaal deelt de uitslag mee aan de kandidaten.

Art. 25. Artikel LI.TVIII.6., § 1, van de Code dient te worden gelezen als volgt :

"De ambtenaren van rang A4 worden om de twee jaar geëvalueerd door de ambtenaren-generaal van het Instituut, die van rang A5 en A6 door de hiërarchische meerdere van rang A4 en die van niveau 2+, 2, 3 en 4 door de hiërarchische meerdere van minstens rang A5 of A6.

De ambtenaar-generaal of de ambtenaar die de evaluatie uitvoert, is het voorwerp van een gunstige evaluatie."

Art. 26. De administrateur-generaal van het Instituut maakt deel uit van het college van de leidend ambtenaren-generaal, zoals bepaald in de artikelen LI.TIX.CI.1 tot LI.TIX.CI.5. van de Code.

Art. 27. De ambtenaren van rang A5 die een beroep van psycho-pedagogisch consulent uitoefenen, zoals bedoeld in artikel 30, genieten de loonschaal die overeenstemt met de graad van de functie.

Die bezoldiging wordt verhoogd met 5.141 wanneer de volgende voorwaarden vervuld

zijn :

1° acht jaar dienstanciënniteit hebben in het betrokken beroep;

2° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtmaatregel;

3° het voorwerp hebben uitgemaakt van een gunstige evaluatie waarvan de modaliteiten door het beheerscomité zijn bepaald.

Dat bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 28. Artikel LI.TXVIII.CI.1. van de Code is niet toepasselijk op het Instituut.

Art. 29. Wat het Instituut betreft, wordt artikel LIII.CXII.1. aangevuld als volgt :

1° in § 1 in fine wordt het volgende lid toegevoegd :

"Met inachtneming van artikel 41 van het Samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 gesloten tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voor de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de K.M.O.'s en de voogdij over het Instituut voor die permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de K.M.O.'s, zoals gewijzigd door het Samenwerkingsakkoord van 4 juni 2003, kan een ambtenaar van het Instituut ter beschikking worden gesteld van het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises";

2° er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

"Voor de toepassing van het vierde lid van § 1 van dit artikel behoudt de ter beschikking gestelde ambtenaar de betrekking die hij bekleedde in zijn dienst van herkomst en kan hij er zijn titels voor de bevordering en de mutatie laten gelden. Zijn administratieve woonplaats wordt vastgelegd op de zetel van het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises".

Afdeling 2. — Slotbepalingen

Art. 30. Wat het Instituut betreft, wordt bijlage nr. II bij de Code aangevuld met een afdeling *1bis* met als opschrift "Lijst van de aan het Instituut specifieke beroepen", luidend als volgt :

"Afdeling *1bis* - Lijst van de aan het Instituut specifieke beroepen

De volgende beroepen kunnen binnen het Instituut uitgeoefend worden

Niveau	Rang	Beroep
1	A5	Psycho-pedagogisch consulent
2+	B1, B2 en B3	Met weddeschaal B1, B2 of B3, al naar gelang de rang : Afgevaardigde voor het toezicht

".

Art. 31. Wat het Instituut betreft, wordt bijlage nr. II van de Code aangevuld met een afdeling *IIbis*, met het opschrift "Proeven betreffende de vergelijkende wervingsexamens voor psycho-pedagogische consulenten en afgevaardigden voor het toezicht", luidend als volgt :

"Afdeling *IIbis* - Proeven betreffende de wervingsexamens voor psycho-pedagogische consulenten en afgevaardigden voor het toezicht :

Naast de bekwaamheden bedoeld in afdeling II van deze bijlage worden de volgende bekwaamheden geëvalueerd op grond van de vergelijkende wervingsexamens voor psycho-pedagogische consulenten en afgevaardigden voor het toezicht

a) niveau 1 :

1° bekwaamheid om de vormingswerkers op pedagogisch, didactisch en technisch gebied te evalueren en advies te verlenen;

2° bekwaamheid om het gebrek aan bevoegdheden of de behoeften aan vorming aan het licht te brengen;

3° bekwaamheid om een referentiesysteem van bevoegdheden te bedenken;

4° bekwaamheid om een vormingsproces te bedenken vanaf een referentiesysteem i.v.m. een beroep of bevoegdheden;

5° bekwaamheid om partnerschappen te ontwikkelen met verschillende gewestelijke of supranationale organisaties (beroeps-, sectorale organisaties, vormingsoperatoren,...);

b) niveau 2+ :

1° bekwaamheid om de oorsprong, de context en de inzet van een aanvraag om tegemoetkoming te identificeren;

2° bekwaamheid om via een individueel onderhoud het eventuele gebrek aan bevoegdheden op te sporen dat bij een aanvrager vormingsbehoeften teweegbrengt;

3° bekwaamheid om de geïdentificeerde vormingsbehoeften te formaliseren en in een vormingsplan vast te leggen rekening houdende met de bekwaamheden, de streefdoelen en de individuele doelstellingen van de aanvrager, alsmede met de sociaal-economische omgeving en meer bepaald met de arbeidsmarkt;

4° bekwaamheid om de persoon die een afwisselende opleiding volgt op te volgen, en haar vooruitgang collegiaal met de andere interveniënten te beoordelen."

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2004.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2457

[2004/202026]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mars 2004;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 29 mars 2004;

Vu le protocole n° 433 du Comité de secteur XVI, établi le 2 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.946/2, donné le 4 mai 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;